



Loi sur la « sécurité globale » :

DARMANIN, LE PARRAIN DES FLICS COGNEURS

Des manifestants chassés au canon à eau, des journalistes arrêtés pour simplement avoir voulu couvrir l'événement. La scène ne se passait pas dans la Turquie d'Erdogan ou dans la Russie de Poutine, tant décriées par Macron, mais en France devant le Parlement qui s'apprêtait à voter l'article 24 de la loi relative à la sécurité globale. Les flics nous donnent un avant-goût, en quelque sorte, de ce qu'ils comptent faire d'un texte qui interdirait la diffusion d'images d'un policier ou d'un militaire en service pour éviter « qu'il ne soit porté atteinte à son intégrité physique ou psychique ».

Circulez, y'a rien à voir !

En 2019, Macron niait l'évidence des brutalités contre les Gilets jaunes, affirmant qu'on ne pouvait pas « parler de violences policières dans un État de droit ». CQFD, circulez, y'a rien à voir ! Ni, surtout, à filmer. Pas filmé, pas pris : le gouvernement craint visiblement autant le poids des mots que le choc des images !

C'est que ces images sont choquantes : du viol de Théo à la matraque, à Aulnay en 2017, à la vidéo montrant Benalla, alors proche de Macron, brutaliser des manifestants le 1^{er} mai 2018, en passant par celle des lycéens de Mantes-la-Jolie, humiliés à genoux et les mains sur la tête, le 6 décembre 2018, ou encore celle de la mise à mort de Cédric Chouviat lors d'un contrôle de police en janvier 2020. Et que dire des 4 500 Gilets jaunes blessés – parfois éborgnés et souvent visés à la tête par des tirs de flashballs et des armes encore plus dangereuses ? Autant d'images et de faits à l'origine de mobilisations et de mouvements de protestations parfois très importants. De l'autre côté de l'Atlantique, c'est la vidéo du meurtre de George Floyd par un policier raciste de Minneapolis qui a déclenché une mobilisation sans précédent depuis longtemps. C'est sans doute ce dont Darmanin veut se prémunir.

Du coup, il s'est lâché. Sa loi prévoit aussi un renforcement de la présence policière avec la mise en place d'une police municipale à Paris, l'armement des policiers en dehors du service, la généralisation de l'utilisation des drones dans les espaces publics, l'introduction de la reconnaissance faciale, etc. Autant d'idées tirées de la boîte à fantasme de la droite extrême ou de l'extrême droite, en allant au-devant des réclamations des syndicats policiers.

Cognez ces pauvres que je ne saurais voir

Ces mesures répressives sont aussi destinées à pouvoir agir sans contrôle et refermer, en cas de besoin, le couvercle sur la marmite des mouvements sociaux qui n'a cessé de bouillir ces dernières années. Sous Sarkozy, Hollande ou Macron, on a vu se multiplier les limitations des libertés sous prétexte de nous protéger du terrorisme, de l'extrémisme. Et malheur à ceux qui prétendent s'opposer d'une manière ou d'une autre à cette société injuste et inégalitaire : syndicalistes licenciés ou révoqués, militants anti-nucléaires fichés S, Gilets jaunes jetés par centaines en prison : la liste est longue.

La meilleure des réponses : nos révoltes !

Macron et Darmanin ne sont ni les premiers ni les seuls dans le monde à réprimer les révoltes de la population et à essayer de museler la presse et l'opposition. Partout, alors que les soulèvements populaires se multiplient, hier encore en Algérie, aux États-Unis et au Chili, aujourd'hui au Liban, en Biélorussie, en Pologne, au Pérou, au Guatemala. Partout, les gouvernements jouent de l'intimidation musclée, parfois du meurtre par leurs « forces de l'ordre » pour tenter (le plus souvent en vain !) de faire taire la révolte que suscitent les injustices créées par leur système capitaliste.

Les dirigeants des États pourront peut-être faire taire, un temps, des journalistes ou des militants. Mais la répression n'a jamais pu faire taire une population déterminée. Tôt ou tard, un quelconque préfet sera contraint d'envoyer un message à ses chefs, comme le fit le chef des flics du tsar en février 1917 : « L'ordre n'a pu être rétabli à Petrograd ». Le plus tôt sera le mieux !

Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler ! Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler ! Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler !

Télétravail au rabais

Suite aux décisions du gouvernement, la direction du centre financier a instauré deux ou trois jours de télétravail par semaine pour une partie des agents.

En fait, cela n'a été proposé qu'à la moitié du personnel qui pourrait être concerné. Mais la direction cherche à se couvrir vis-à-vis de l'inspection du travail en demandant aux agents les motifs de leur refus du télétravail.

De plus, elle dit qu'elle n'a pas de budget pour fournir du matériel adapté au personnel concerné...

Psycause toujours

Un questionnaire a été proposé aux agents du Crédit sur les risques psychosociaux : conditions de travail, management, changement dans les équipes, outils informatiques inadaptés, manque de personnel... Comme il fallait s'y attendre le bilan est très noir.

Mais qu'à cela ne tienne, la direction a trouvé la réponse (toujours la même) : des groupes de travail seront organisés avec des exercices pour que le personnel « libère sa parole ». Le blabla, même si cela ne résout rien, cela ne coûte pas cher.

La sécable, c'est non !

À Paris 15, à peine, la sécable du mardi a été retirée que la direction nous la remet. Nous avons été nombreux à refuser ce retour en arrière que rien ne justifie, si ce n'est que La Poste veut faire des économies sur notre dos en n'embauchant pas les effectifs suffisants.

Là où nous nous sommes défendus, la direction a dû reculer et trouver des remplaçants *in extremis*. Reste plus qu'à généraliser !

L'avare

Sous prétexte de pertes causées par la Covid, La Poste voudrait nous sucrer la prime d'intéressement. Le groupe a fait « seulement » 2 milliards de bénéfices au premier semestre !

La Poste diversifie ses activités pour augmenter ses profits, mais quand il s'agit de nos payes, ça ne devrait pas compter ? Encore un prétexte pour tout se garder dans les poches.

Déjà que cette prime représente à peine ce qui nous manque tous les mois, pas question d'accepter que notre salaire dépende du bon vouloir de la direction !

Grève à la collecte de Gennevilliers

Notre collègue Sébastien, ancien secrétaire du syndicat Sud à Paris 15, a récemment rejoint le service de la collecte à Gennevilliers. Une semaine après, la direction fait machine arrière et utilise un prétexte fallacieux pour revenir sur sa mutation !

En fait, la direction n'a pas vu d'un bon œil qu'un militant combattif rejoigne ce service.

Lorsque la nouvelle est tombée, les 35 collègues de la collecte se sont mis en grève. Ils refusent d'accepter ce nouveau coup fourré. Tout notre soutien à Sébastien et ses nouveaux collègues !

Sur notre site :

À La Poste, c'est aussi la zone...

Des organisations syndicales et politiques viennent de signer une tribune contre Amazon, son « modèle social » et ses méthodes. Il parlent de faire barrage à la méchante multinationale américaine.

Si les critiques contre Amazon sont justes, un petit détail blesse quand même : est-ce qu'il existe un autre modèle ? En France, c'est La Poste qui est le principal acteur dans la logistique et la distribution du courrier et du colis. Le moins que l'on puisse dire c'est que son « modèle social » n'a rien à envier à son concurrent américain.

Lire notre article complet en ligne :

www.convergencesrevolutionnaires.org/14104

En Tunisie, la loi sécuritaire ne passe pas !

En Tunisie aussi, le gouvernement rêve de faire passer une loi « pour la répression des atteintes contre les forces armées », policiers et militaires. Une loi semblable à celle que veut imposer Darmanin ici. Là-bas comme ici, les violences policières sont le lot quotidien des travailleurs et des jeunes – il y a un peu plus de deux ans, un jeune supporter de foot, Omar Laabidi était mort noyé, poussé à se jeter à l'eau par les flics à qui il avait pourtant crié qu'il ne savait pas nager...

Après avoir déjà reculé en 2015, le gouvernement tunisien vient une nouvelle fois, début octobre, de retirer son projet devant les manifestations de la colère populaire. Cela ne peut qu'encourager ceux qui, ici, entendent protester contre la loi jumelle de « sécurité globale » que le gouvernement veut imposer en France.

